

Discours d'Harlem Désir aux Journées parlementaires  
socialistes

Bordeaux, Mardi 24 septembre 2013

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Premier ministre, cher Jean Marc

Monsieur le Président du parlement européen, cher Martin  
Schulz,

Messieurs les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat,  
Cher Claude, Cher Jean Pierre,

Chers amis, chers camarades députés, sénateurs, députés  
européens,

Je voudrais d'abord remercier nos présidents de groupes Bruno,  
François, Catherine de nous réunir et Vincent de nous accueillir  
dans sa belle ville de Bordeaux. Je lui souhaite un plein succès  
pour sa campagne.

Chers camarades, depuis le 6 mai 2012, nous avons collectivement fait preuve de détermination et de courage : le courage de la vérité en ne cachant pas aux Français la gravité de la crise, et nous avons eu à prendre des décisions difficiles pour sortir de l'endettement faramineux que la droite avait laissé au pays, il ne faut jamais oublier de le rappeler.

Le courage de la réforme, parce que nous ne nous résignons pas au déclin, en prenant les mesures nécessaires pour que notre économie reparte de l'avant, pour soutenir la compétitivité, l'investissement productif, nos industries parce que c'est le moteur durable de l'emploi.

Mais nous l'avons fait, en refusant de sacrifier les priorités sur lesquels les Français nous ont élus : l'école, l'emploi avec des dispositifs d'urgence, le logement, la santé, la solidarité, la sécurité.

Nous avons refusé de mener les politiques d'austérité et de précarité que les droites, les conservateurs mènent partout en

Europe là où ils sont au gouvernement et que propose systématiquement la commission européenne de Monsieur Barroso.

Je veux donc d'abord remercier nos parlementaires et dire que les militants socialistes sont fiers de l'action des parlementaires socialistes qui depuis 16 mois aux côtés du gouvernement de Jean Marc Ayrault, mettent en œuvre les engagements de François Hollande, réforme après réforme.

Aujourd'hui, les premiers signes de la reprise sont là, mais il reste encore beaucoup à faire et d'abord pour gagner notre principale bataille celle de l'emploi, parce que c'est la clé de la dignité, d'une vie qui reprend son chemin et du pouvoir d'achat pour chacun de ceux qui sortent du chômage. C'est pourquoi les critiques de la droite sur les emplois aidés ne nous feront pas reculer, oui pour nous chaque emploi d'avenir, chaque contrat de génération, chaque emploi franc, c'est un emploi utile, c'est une vie qui change, c'est un jeune qui reprend espoir, ce sont des besoins sociaux et économiques satisfaits, c'est un soutien à la consommation et à la croissance, c'est le refus de la fatalité

du chômage et nous assumons de vouloir tout faire d'ici à la fin de l'année et au-delà par le budget 2014 pour atteindre notre objectif de recul du chômage et de retour à la croissance.

Mais il reste beaucoup à faire, parce que la gauche n'a pas seulement vocation à réparer les erreurs de la droite, à gérer pour réparer les errements et les incuries de la droite. La gauche est porteuse d'une attente et d'une espérance plus vaste. Et c'est ce message d'espérance que nous devons être capables de porter face à une droite en pleine dérive et à une extrême droite en recomposition !

1) La dérive de la droite, j'ai voulu la pointer dès la Rochelle : Fillon nous a malheureusement totalement donné raison.

Un séisme politique sans précédent a lieu : l'UMP est en train d'implorer sous la pression du débat sur les alliances avec le FN. Avec Sarkozy, on avait la droite tendance « bling bling et Takkiedine », avec Fillon on a maintenant la droite tendance « Marine et Poutine ». Oui, les déclarations de Fillon marquent un point de non-retour dans une dérive profonde, qui est

ancienne certes, mais qui était jusqu'à présent contenue par des barrières républicaines que nous avons en partage.

Il faut être clair : le paysage politique français n'est plus le même. La droite et l'extrême droite ont aujourd'hui des dirigeants qui, pour certains, sont prêts à tous les arrangements et même à l'alliance, c'est une question de mois.

Nous sommes dans un de ces moments où l'irresponsabilité et les petits calculs politiques peuvent conduire aux pires compromissions. Et ici à Bordeaux je veux non seulement adresser notre soutien à notre camarade Vincent Feltesse, mais aussi adresser un message à Alain Juppé : Comment pouvez-vous accepter une telle faillite morale de votre parti ?

Parce que les quelques voix que l'on a entendues pour protester sont si peu nombreuses, et si isolées, qu'Alain Juppé et ses amis, c'est le tout petit village des irréductibles gaullistes.

Mais pour le reste, la droite est en train de se faire engloutir par le Front National à cause de la faiblesse idéologique et morale de ses dirigeants. Or la seule véritable différence entre Marine

Le Pen et son père : c'est que le père était un marginal, alors qu'elle veut le pouvoir.

Face à ce bloc droitier, extrémisé, antirépublicain, ultraréactionnaire, nous devons former un bloc de gauche qui mène pied à pied la bataille culturelle et idéologique, valeurs contre valeurs, projet contre projet.

Cette bataille nous devons la porter contre la droite mais aussi dans toute la société : nous le ferons en appui sur nos fédérations et nos militants, à qui nous donnons les armes de l'argumentation et de la conviction. Nous tiendrons dans quelques jours un grand Forum sur la République face aux extrêmes.

Il faut que la gauche assume ses valeurs ! A l'heure de l'individualisme forcené, du délitement du lien social, de la recherche permanente de boucs émissaires, à l'heure où la crise morale qui nous frappe est aussi grave que la crise sociale, n'ayons pas peur de le dire : la France a plus que jamais besoin

de se ressouder autour de nos valeurs, celles de la solidarité, de l'égalité, de la laïcité, du travail.

La droite veut fracturer la société : à nous de « refaire Nation », de refaire République, de refaire France avec tous les Français.

Parce qu'on l'entend bien dans leurs discours : derrière leurs mensonges sur la laïcité, sur le social, certains cherchent déjà un programme commun UMP-FN autour des 4 « I » énoncés par Jean-Marie Le Pen à Marseille il y a quelques jours, « Immigration » ; « Islam » ; « Insécurité » ; « Impôts ».

C'est désormais le discours commun d'une partie de la droite et de l'extrême-droite, c'est leur obsession commune.

2) Face au parti de la peur, de la résignation et du défaitisme, nous devons être le parti de l'espérance. Il faut pour cela donner plus de sens à ce que nous faisons, reprendre le récit du rêve français.

Il faut expliquer aux Français ce que nous faisons : le sens de l'arsenal anti-chômage, le sens du combat pour réindustrialiser la France et projeter notre économie dans l'avenir, parce que nous ne croyons pas à la fatalité du déclin, le sens de la lutte contre la finance folle qui est aussi une lutte pour soutenir les entreprises productives et les PME, le sens des mesures de solidarité et de justice pour les classes populaires et pour les plus fragiles, ce que nous faisons pour l'Ecole, pour la jeunesse et pour l'égalité avec 60 000 postes et des enseignants formés, de ce que nous faisons pour protéger et améliorer notre modèle social avec la réforme des retraites, de ce que nous faisons pour que tous les Français aient les mêmes droits, avec le mariage pour tous.

Oui il faut que la gauche ose être la gauche !

Comme parlementaires et comme militants, nous devons être fiers de ce qui a été fait depuis seize mois au service des Français.

Etre fier ne veut pas dire s'en contenter, et quand on est un parlementaire, que l'on travaille sur tel ou tel dossier depuis des années, quand on reçoit les citoyens dans sa permanence et qu'on est confronté aux désarrois et aux urgences individuels, on veut encore mieux faire, parfois plus vite, souvent aller plus loin.

Etre élu de la majorité c'est représenter l'exécutif devant les Français mais c'est aussi représenter les Français devant l'exécutif !

Et c'est bien le rôle du travail parlementaire au sein de la majorité que d'améliorer les projets de loi, ce sera le cas également sur le budget. Et je me félicite que ce gouvernement respecte le Parlement, c'est notre conception du rééquilibrage des institutions, et c'est aussi cela la gauche.

Et nous pouvons encore aller vers une meilleure synergie entre l'exécutif, le Parti et les parlementaires. Comme nous l'avons fait utilement pour la réforme des retraites, en adoptant des propositions du Parti Socialiste qui se retrouvent dans le projet

de loi du gouvernement, qui va maintenant être enrichi par le travail de nos groupes à l'Assemblée et au Sénat.

Et je souhaite avec Bruno, François et Catherine que nous organisions dans nos territoires des réunions avec nos parlementaires, nos ministres, les responsables du Parti pour mieux expliquer notre action, ensemble.

Personne n'expliquera notre action à notre place, ce n'est pas la droite qui en fera la promotion. Alors arrêtons de critiquer nos propres réformes sitôt qu'elles voient le jour. Nous menons une vraie politique de gauche. Il suffit de voir l'ordre du jour de la rentrée : l'égalité femmes-hommes, le logement, les droits du consommateur, la protection de des sites menacés de fermeture.

Et je le dis tranquillement, mais au nom des militants socialistes qui sont exaspérés : sur le budget comme sur le non-cumul des mandats, on aurait pu et l'on peut s'éviter de nouvelles divisions, ou des erreurs de communication nuisibles à notre message.

Quand, grâce à la volonté des socialistes, la démocratie va progresser, la parité va avancer, la politique va mieux respirer, soyons fiers de porter devant les Français la loi sur le non cumul des mandats qui s'appliquera, bien sur, dans les même termes aux députés et aux sénateurs.

Je crois aussi que nous pouvons resserrer les liens avec nos partenaires et éviter les noms d'oiseaux et les ultimatums qui ne menacent rien d'autre que l'unité de la gauche. Ne laissons personne dire que nous ne menons pas une politique de gauche. Ceux qui disent cela ne disent pas la vérité. Surtout, ils prennent le risque de diviser la gauche.

Jean-Luc Mélenchon devrait savoir que l'équation est simple : la multiplication des insultes égale la division de la gauche ! Il divise même le Front de gauche et un jour s'il continue, il finira seul devant son miroir et Jean-Luc invectivera Mélenchon !  
Donc ça suffit le dénigrement, place à la fierté, place à l'unité.

Je souhaite que nous fassions à nos partenaires, tous nos partenaires qui veulent la réussite de la gauche, la proposition d'un nouveau dialogue politique. Je souhaite que nous mettions en place, à côté du comité de liaison de la gauche, de nouveaux

espaces et groupes de travail sur des grands enjeux d'avenir en associant les parlementaires et des responsables des Parti parce qu'après 2014, il y a encore 2015, 2016 et surtout 2017. Et qu'à cette échéance, nous aurons besoin d'une gauche qui dialogue et qui se rassemble.

D'autant que la droite, il faut la combattre dans les têtes, par la politique de gauche que nous menons, mais il faudra aussi la battre dans les urnes.

3) Le parti sera pleinement mobilisé pour les municipales, les européennes, mais aussi pour les sénatoriales de 2014, les départementales et les régionales de 2015 !

La direction de campagne des municipales est en place. Nous sommes en train de désigner nos candidats. Et nous gardons un temps d'avance démocratique, avec les primaires citoyennes de Marseille, Aix-en-Provence, Béziers, Le Havre et Boulogne. Nous nous doterons d'une plateforme municipale, pour mettre en valeur les réalisations de la gauche.

Là aussi, il faut marteler qu'une ville de droite et une ville de gauche ce n'est pas la même chose, en matière de service public, de petite enfance, d'environnement, de culture, de logement, de mixité sociale, de transports, de démocratie locale ! Nous montrerons que les villes socialistes sont des villes qui innovent et qui protègent les citoyens dans la crise !

Projet contre projet ! C'est aussi valable contre les conservateurs en Europe. Et c'est encore valable après la victoire d'Angela Merkel en Allemagne. Il faut, et François Hollande a commencé à le faire, inventer et mettre en œuvre une autre Europe, notre Europe : l'Europe de la croissance, l'Europe sociale, l'Europe de l'emploi des jeunes, l'Europe des citoyens, l'Europe d'une véritable solidarité Nord-Sud, l'Europe des grands projets d'avenir. C'est l'Europe des progressistes, c'est l'Europe que nous défendons avec Martin Schulz et les socialistes européens.

C'est celle pour laquelle nous nous battons pendant la campagne des élections européennes, pour une nouvelle majorité au Parlement européen pour ne pas laisser le Parlement européen aux antieuropéens, pour un changement d'orientation

et pour un changement de président de la Commission. Il faut assumer notre foi européenne, ne pas y aller à reculons en s'excusant d'aimer l'Europe, car rêver d'une autre Europe c'est aussi le prolongement du rêve français !

Chers camarades,

Méfions-nous de notre pire ennemi, le doute, le pessimisme, le manque de confiance en notre force collective ! Le temps de l'offensive est venu, contre le défaitisme et le déclinisme, contre la crise et contre toutes les forces qui aujourd'hui essaient d'entraver la marche du progrès.

Oui ça change ! Alors, soyons mobilisés contre la résignation, mobilisés pour l'emploi, mobilisés contre les idées dangereuses de l'extrême-droite et de la droite, mobilisés pour gagner les élections municipales et les élections européennes !

Vive les parlementaires socialistes, vive la République et vive la France !